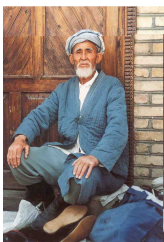


Note relative
aux offres d'emploi « Relations internationales »
des collectivités territoriales
3^{ème} trimestre 2012

Une étude de l'Agence COOP DEC Conseil
Septembre 2012

Réalisée par Estelle VALLIER
Chargée de mission
Sous la direction de Yannick LECHEVALLIER
Directeur général



Agence COOP DEC Conseil (ACDC)

SARL au capital de 7500 € - SIRET : **444 247 621 00022** - APE 7022Z

30 rue Claude Tillier – 75012 Paris

Organisme de formation enregistré sous le n°1192144 2892 auprès du Préfet de la région d'Ile de France

TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant communautaire : FR2644424762100022

Web : www.coopdec.org / Mél : contact@coopdec.org / Tél. 01 40 09 20 26

Organisme agréé pour la formation des élus locaux

Sommaire

Sommaire	2
Introduction	3
Méthodologie	3
Les résultats de l'enquête	4
Présentation générale	4
Les territoires régionaux qui recrutent dans les relations internationales	5
Répartition par institutions	6
Répartition par champ d'intervention	6
La durée du temps de travail sur l'activité « Relations Internationales »	7
Les profils recherchés	8
La direction rattachée aux offres d'emploi	8
Les missions.....	9
Bilan.....	10
Récapitulatif des offres recensées sur la période	11
Liste des tableaux et graphiques	12

Introduction

L'Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale a publié en mars 2011 une Note de conjoncture sur les « Tendances de l'emploi territorial »¹. Au 1^{er} janvier 2010, sur 1 844 040 agents territoriaux, approximativement 1 750 personnes étaient mobilisées sur l'International et l'Europe, soit 0,1 % de l'ensemble des effectifs territoriaux. *Le nombre de recrutements envisagés en 2011 était de 30 postes soit 0,1 % de l'ensemble des recrutements prévus. Sur ces 30 postes, 14% seraient des créations d'emploi et 86% des remplacements de postes suite à des départs définitifs.*

Le domaine de l'action internationale des collectivités territoriales étant un secteur pour lequel les emplois restent rares sur l'ensemble du recrutement public, très peu d'informations sont diffusées sur la nature du poste de chargé de mission Relations Internationales dans les collectivités territoriales. Il est donc devenu presque indispensable de s'intéresser à une réalité très concrète, celle des offres d'emplois réellement existantes sur ce marché en constante mutation.

L'objectif de cette étude est donc d'offrir une photographie précise des recrutements des collectivités territoriales dans le domaine des « Relations internationales » durant le troisième trimestre 2012. Au-delà du nombre de recrutements sur cette période, cette étude présente les conditions de recrutement, la structuration, le statut des postes, etc. Le but de cette note est de pouvoir donner plus d'information sur la réalité de cette « niche » en termes d'emploi, à l'ensemble des personnes qui souhaitent postuler.

Cette étude s'inscrit à la suite de précédentes notes trimestrielles qui figurent sur le site Internet de l'Agence.

Egalement, l'Agence COOP DEC Conseil a souhaité produire une analyse des offres d'emploi sur un plus long terme que le simple trimestre et s'est employée à rédiger une note à partir des offres récoltées sur l'ensemble de l'année 2011. Cette étude, également consultable sur le site internet de l'Agence, participe à une meilleure appréhension de ce secteur d'emploi. En effet, elle recense les évolutions du secteur sur une année et permet grâce à un échantillon plus grand (86 offres) de s'approcher au plus près de la réalité de ce marché de l'emploi.

Méthodologie

Les offres d'emploi de trois sites web ont été répertoriées : la Gazette des Communes², Emploi public³ et Territorial recrutement⁴. Certaines offres ont été trouvées directement sur les sites Internet des collectivités territoriales, au cours de recherches ponctuelles mais non systématiques. Enfin, certaines collectivités ont fait parvenir à l'Agence COOP DEC Conseil des offres d'emploi qui sont ensuite publiées dans la newsletter⁵ de l'Agence et sur son site web⁶

Les collectivités territoriales ont une obligation de publication de leurs offres d'emploi mais qui peut être limitée à une publication sur leur site ou sur un journal local. Notre recherche n'a donc pas une prétention d'exhaustivité. Toutefois, la consultation sur le long terme des mêmes

¹http://www.centre.cnfpt.fr/site/fr/agent-territorial/Carri%C3%A8re_-_Parcours_professionnel/Tendances_de_l_emploi_territorial_-_Edition_2011/369/

² <http://www.lagazettedescommunes.com/>

³ <http://www.emploipublic.fr/>

⁴ <http://www.territorial-recrutement.fr/>

⁵ www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86_rubrique.php

⁶ www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/83/83_rubrique.php

sources reconnues, doit nous permettre de donner un indicateur de la situation de l'emploi sur ce marché.

Les trois sites Internet ont été consultés, au minimum, une fois par semaine entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 septembre 2012. La recherche des offres d'emploi a été effectuée uniquement par les mots-clés suivants: « international », « Europe » et « coopération décentralisée ».

Si l'intitulé de l'offre d'emploi était imprécis ou ambigu, la lecture détaillée du contenu de l'annonce permettait dans la quasi-totalité des cas de décider si l'offre devait être retenue ou non.

Au total, sur la période étudiée, 13 annonces ont été recensées suite à la recherche par mots-clés et à la lecture rapide du détail des offres.

Deux types d'offres ont ainsi été distingués dans cette étude. D'un côté, les postes dont l'activité complète relève de l'Europe et de la Coopération décentralisée. De l'autre, les postes dont les missions de Relations internationales – Coopération décentralisée n'occupent qu'une partie du temps travaillé : ces postes auront l'appellation « poste mixte » pour la suite de l'étude.

De la même manière, on pourra distinguer les offres d'emploi en « coopération décentralisée » de celles « Europe », plus centrées sur la coopération européenne, la veille communautaire et la gestion des fonds structurels.

Les résultats de l'enquête

Présentation générale

Sur la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2012, les offres recensées sont au nombre de 13.

- 11 institutions différentes ont souhaité recruter durant ces trois mois.
 - ↳ A noter que le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur et la Ville d'Aubervilliers ont, chacun, publié 2 offres.

Institutions	Nombre d'offre
Conseils régionaux	4
Conseils généraux	2
Villes	3
EPCI	4
Total	13

Tableau 1 Répartition par institutions

Mois	Nombre d'offre
Juillet	4
Août	5
Septembre	4
Total	13

Tableau 2 Répartition selon le mois de parution

Les territoires régionaux qui recrutent dans les relations internationales

Sur une base régionale, 9 territoires régionaux sur 26 ont émis des offres d'emploi dans le domaine des relations internationales sur la période du 3^{ème} trimestre 2012.

Durant ces trois mois, le territoire Île-de-France est celle qui a émis le plus d'offres d'emploi relatives aux relations internationales. Sur ce territoire, 4 offres d'emploi ont été diffusées en tout :

- 2 offres de la Ville d'Aubervilliers
- 1 offre du Conseil général de Seine-Saint-Denis
- 1 offre de la Ville d'Orsay

Ensuite, le territoire régional PACA a diffusé 2 offres d'emploi (émises par le Conseil Régional).

Les régions restantes : Poitou Charente, Rhône Alpes, Midi Pyrénées, Bretagne, Basse Normandie, Limousin et Franche Comté ont quant, à elles, diffusé une offre d'emploi sur leur territoire.

Au regard des 2 précédentes études, l'Île-de-France garde son positionnement. La région Rhône Alpes perd sa place en seconde position, contrairement au 2^{ème} trimestre 2012.

Toujours en comparaison aux deux dernières études trimestrielles, les régions Provence Alpes Côte d'Azur, Bretagne et Basse Normandie ont diffusé depuis début 2012, sur une période de 9 mois, entre 1 et 2 offres par trimestre.

A noter que n'apparaissent pas ce trimestre, les régions Nord Pas de Calais et Pays de la Loire qui, depuis le début de l'année 2012, ont diffusé au moins deux offres d'emploi dans le secteur des relations internationales.

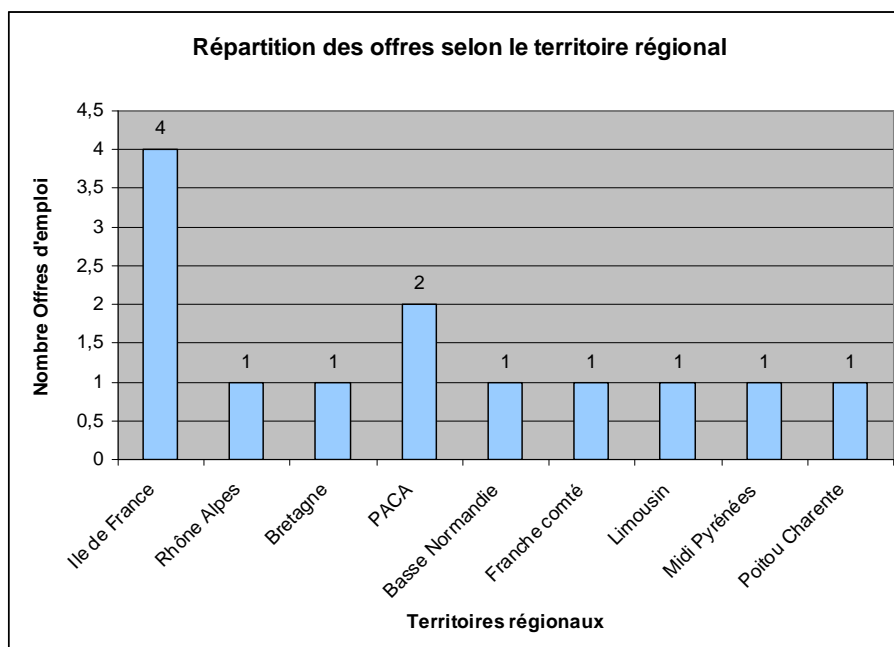


Figure 1 Répartition des offres selon le territoire (sur un total de 13 offres)

Répartition par institutions

	Conseils Régionaux	Conseils Généraux	Villes	EPCI	Total
Toutes les offres recensées	4	2	3	4	13
dont Europe	2	-	-	2	4
dont coopération décentralisée	1	2	2	-	5
Mixte	1	-	1	2	4

Tableau 3 Répartition des offres par employeurs sur un total de 13 offres d'emploi

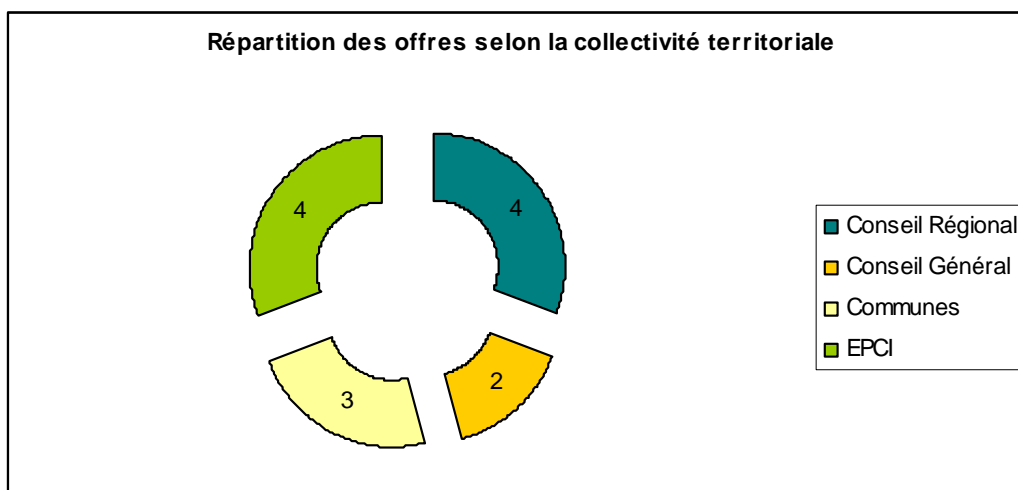


Figure 2 Répartition selon la collectivité territoriale sur un total de 13 offres d'emploi

Répartition par champ d'intervention

- Relations internationales : 9
↳ soit 5 pour la coopération décentralisée et 4 pour l'Europe
- Mixte : 4 (c'est-à-dire où les missions liées à l'international sont liées à un autre domaine).

Europe	Coopération	Mixte	Total
--------	-------------	-------	-------

Coopération européenne	Gestion des fonds structurels	décentralisée		
		3	1	5

Tableau 4 Répartition par champs d'intervention

La durée du temps de travail sur l'activité « Relations Internationales »

Mois	Nombre d'offres recensées	Nombre de temps plein Europe	Nombre de temps plein Coopération décentralisée
Juillet	4	1	1
Août	5	2	2
Septembre	4	1	2
Sous total	13	4	5
Total	13	9	

Tableau 5 Répartition par mois et par temps plein sur l'international

Sur les 13 offres recensées durant le 3^{ème} trimestre 2012, 9 concernent des postes à plein temps sur l'international. Quant à leur parution au courant du trimestre, il semblerait qu'il y aurait une certaine continuité sur les trois mois.

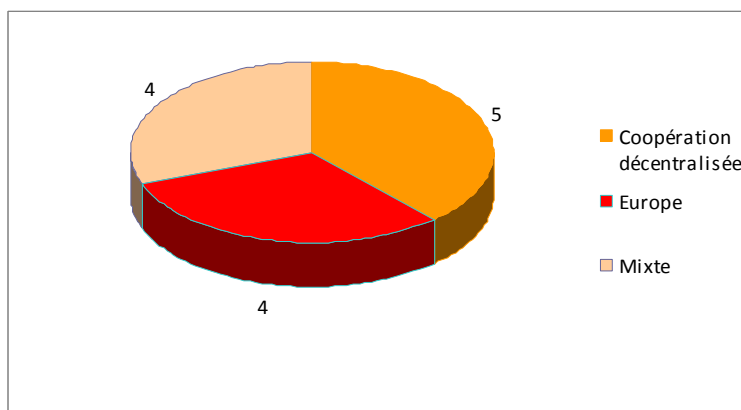


Figure 3 Répartition selon la thématique du poste (sur un total de 13 offres)

4 offres sur 13 proposent des postes où les missions de relations internationales sont rattachées à une autre activité.

A titre d'exemple, une offre décrit un poste où le responsable aura en charge « d'animer la politique de contractualisation territoriale du Département », qu'elles soient nationale ou européenne (ex : CPER et FEDER). Sur 2 postes mixtes sur 5, les relations internationales sont liées aux activités de la Direction Général Adjointe.

Les profils recherchés

- Ce trimestre, les offres concernent davantage des postes de chargés de mission (11 offres sur 13), contrairement aux deux études trimestrielles précédentes où les postes à responsabilité étaient plus nombreux. Sur ces trois mois les offres d'emploi des postes de directeurs ou de responsables sont au nombre de deux seulement.
- De préférence, des personnes déjà **fonctionnaires** (seulement 3 offres tolèrent le recrutement par voie contractuelle mais de façon générale il se fait par voie statutaire) et de **catégorie A** (sur ce trimestre, l'ensemble des offres souhaitent recruter un cadre A, à l'exception de deux annonces qui recrutent un fonctionnaire catégorie B).
- Contrairement à l'étude du deuxième trimestre 2012, qui recensait 4 offres exigeant des compétences d'encadrement et de management (sur 15), nous trouvons ici 2 offres sur 13 qui privilégient les candidats ayant une expérience managériale.
- Possédant de **bonnes connaissances sur le fonctionnement des institutions européennes et des collectivités territoriales** (7 offres sur 13), ayant une capacité à **coordonner des actions pluridisciplinaires** et transversales (4 offres sur 13) et seulement 1 annonce requière une bonne **maîtrise des enjeux et du contexte de la collectivité recruteuse**.
- **Maîtrisant l'anglais** pour la plupart (6 offres sur 13 le précisent) ainsi qu'une seconde langue (sur les 6 offres exigeant l'anglais, 3 apprécient la maîtrise d'une seconde langue).
- Maîtrisant les **outils informatiques**, sur cette période, 7 offres le spécifient.
- Généralement, des études supérieures sont exigées d'un niveau bac + 3 à **bac + 5** (2 offres précisent un niveau bac + 3 et 3 autres bac + 5). 5 annonces indiquent « de formation supérieure » sans préciser le niveau requis. 3 offres ne précisent pas le niveau d'étude.

La direction rattachée aux offres d'emploi

Cabinet	1
Direction Générale des Services	1
Direction Générale des Relations Internationales et de l'Europe	6
Développement économique et aménagement du territoire	1
Solidarité et coopération	1
Autres ⁷	3
Total	13

Tableau 6 Répartition des offres selon leur service de rattachement

De la même façon que l'étude du deuxième semestre 2012, il est possible d'observer qu'environ la moitié des offres sont rattachées à une direction ou à un service Relations Internationales. En revanche, on note qu'encore 7 offres sur 13 sont liées à des directions

⁷ Direction des Finances, direction de l'Eau et Agriculture et une annonce non renseignée.

qui ne sont pas à l'origine, en charge des actions extérieures de la collectivité comme le développement économique ou la direction générale des services.

Bien que la date de la parution de l'annonce ne soit pas souvent renseignée, lorsqu'une offre est publiée, il faut compter entre 15 jours et 1 mois avant la date limite pour présenter sa candidature. La prise de fonction n'est quasiment pas renseignée (seulement 2 offres précisent la date à laquelle le poste débute).

Les missions

- Ce trimestre les missions portent davantage sur des missions de coopération décentralisée que européenne. Ainsi 6 offres sur 13 requièrent des compétences en matière de relations extérieures, coopération transfrontalière, internationale et coopération décentralisée.
- Les missions portant sur la coopération européenne sont au nombre de 3 ce trimestre. Il est alors demandé la gestion de projets européens, des activités de suivi des fonds, de montage de dossier ou encore de veille sur les appels à projets européens.
- Toujours dans le domaine de l'Europe, 3 offres sur 13 indiquent des missions de développement et de promotion de la coopération européenne qui impliquent d'assurer la représentation de la collectivité sur la scène européenne, de participer à toute manifestation en lien avec l'activité européenne, placer la collectivité comme un interlocuteur pertinent au niveau européen ou encore d'assurer la coordination des missions européennes avec les autres services de la collectivité.
- Il est, à plusieurs reprises, exigé des missions de gestion budgétaire mais aussi des subventions associatives ou encore la recherche de financements extérieurs (7 offres le spécifient)
- 4 offres précisent un soutien et un conseil aux opérateurs qui portent le projet (en majorité des associations) et enfin l'activité de veille est énoncée dans 4 offres également.
- Enfin la maîtrise d'actions de sensibilisation et de montage d'évènements est demandée dans 2 offres sur 13.

Bilan

Très succinctement, sont présentées ci-après les principales conclusions de cette étude trimestrielle, en vue notamment des notes précédentes :

- **Ce trimestre et depuis le début de l'année 2012, le territoire d'Ile de France est celui qui publie le plus d'offres d'emploi dans le secteur des Relations internationales dans les collectivités territoriales.** Viennent ensuite, en général, la région Rhône Alpes, la Bretagne et le Nord Pas de Calais.
- **Durant ces trois mois, les Conseils généraux sont ceux qui ont le moins diffusé d'offres.** Habituellement, avec les Conseils régionaux, ils figurent parmi les institutions qui recrutent le plus. Néanmoins, il ne faut pas négliger le poids des structures intercommunales qui publient beaucoup d'offres, à l'instar des communautés d'agglomération et urbaine.
- **Les postes « Coopération décentralisée » ont davantage été diffusés sur cette période du troisième trimestre 2012.** Les deux premières études trimestrielles montraient au contraire que ces postes étaient en déclin face aux offres d'emploi concernant l' « Europe » et ceux dits « Mixtes ». Au contraire, durant ces trois mois, les postes « Coopération Décentralisée » sont quasiment au même nombre (5 sur 13 offres) que ceux liés à l' « Europe » (4 offres) et les postes « Mixte » (5 offres).
- **Les postes à responsabilité et d'encadrement ont moins figuré dans les offres d'emploi ce trimestre.** Seulement 2 postes de directeurs ou de responsables ont circulé, pour le reste il s'agit de postes de chargés de mission.
- **Durant ce trimestre mais aussi depuis le début de l'année 2012, environ la moitié des postes sont rattachés à une direction ou un service « Relations Internationales ».** Ce phénomène peut attester une institutionnalisation en construction mais pas encore achevée. Les postes de relations internationales sont rattachés à leur direction hiérarchique correspondante même si la moitié d'entre eux continuent d'être liés à d'autres services (soit parce qu'il n'y pas de service relations internationales, soit parce que le poste est à mi-temps, etc.)
- **Pour ce trimestre, l'ensemble des offres recherche un cadre de catégorie A avec un niveau d'études supérieures minimum Bac +3** (Bac + 5 le plus souvent spécifié) et seulement 3 offres tolèrent un recrutement par voie contractuelle.
- **Contrairement aux trimestres précédents, les disciplines des diplômes ne sont pas spécifiées dans les offres de ce trimestre.** Dans les études antérieures, les diplômes requis le plus souvent étaient : « Gestion de projet », « Relations internationales », « Coopération internationale et développement » ou une formation davantage généraliste (économie, sciences politiques, droit, ...).
- **Enfin, la maîtrise de l'anglais et des outils informatiques est souvent requise.**

Récapitulatif des offres recensées sur la période

Mois de l'année	Institution	Intitulé du poste
Juillet 2012	CR PACA	Chargé de mission CPER/Europe/Démarches transversales
Juillet 2012	Ville Marennes	Chargé de projet Développement local/ Francophonie
Juillet 2012	Grenoble Alpes Métropole	Chargé de mission Solidarité
Juillet 2012	Communauté urbaine du Grand Toulouse	Directeur de l'Attractivité, de l'Europe et du Rayonnement International
Août 2012	Ville Aubervilliers	Chargé de mission Vie associative et relations internationales
Août 2012	Ville Aubervilliers	Responsable du pôle "Intégration et Citoyenneté"
Août 2012	CR Limousin	Chargé de mission pour son antenne à Bruxelles
Août 2012	CR Basse Normandie	Chargé de missions Coopération décentralisée et Mobilité
Août 2012	Grand Besançon	Chargé de mission Financements européens
Septembre 2012	CG Ille et Vilaine	Chargé de mission Solidarité Internationale
Septembre 2012	CG Seine Saint Denis	Documentaliste Solidarité Internationale
Septembre 2012	Ville Orsay	Chargé de missions Relations internationales et Universitaires
Septembre 2012	CR PACA	Chargé d'études et de projets européens de coopération territoriale

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1 Répartition par institutions	4
Tableau 2 Répartition selon le mois de parution.....	4
Figure 1 Répartition des offres selon le territoire (sur un total de 13 offres).....	5
Tableau 3 Répartition des offres par employeurs sur un total de 13 offres d'emploi.....	6
Figure 2 Répartition selon la collectivité territoriale sur un total de 13 offres d'emploi	6
Tableau 4 Répartition par champs d'intervention	7
Tableau 5 Répartition par mois et par temps plein sur l'international.....	7
Figure 3 Répartition selon la thématique du poste (sur un total de 13 offres)	7
Tableau 6 Répartition des offres selon leur service de rattachement	8